



**Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale
des commissaires aux comptes de Toulouse**

**7, Esplanade du Muretain
31600 MURET**

**05.32.66.26.61
Cabinetava@orange.fr**

CENTRE BELLISSEN

ASSOCIATION LOI 1901

DECLAREE A LA PREFECTURE DE MONTAUBAN

SIEGE SOCIAL : 317, ROUTE DE MONTAUBAN

82290 MONTBETON

SIRET : 344 146 998 000 10

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE INSCRITE AUPRES DU TABLEAU DE L'ORDRE DE TOULOUSE MIDI-PYRENEES
SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE TOULOUSE
SIREN : 429.681.141.
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 11.270 EUROS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux Membres du Conseil,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale en date du 23 juin 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association BELLISSEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association BELLISSEN à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la note « *Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivant exposés dans :

1) La note « 2.2.2 principes de tarification » de l'annexe des comptes annuels concernant le principe de tarification de l'association :

Les comptes annuels sont établis en fonction des prix de journées fixés par les tutelles sur présentation des budgets prévisionnels. Les résultats d'un exercice N pourront impacter la valorisation future de la tarification de l'exercice N+2.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS DU RAPPORT MORAL ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association BELLISSEN à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à MURET, le 5 juin 2025
Le commissaire aux comptes, « **Audit Validation Assistance** »
Représenté par sa gérante,


Françoise PLAS – ROQUES

ANNEXE 1 - DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ANNEXE 2 – COMPTES ANNUELS

BILAN PROPRE D'UN ETABISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

ACTIF	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	82 123,34	74 539,48	7 583,86	9 950,04
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles :				
Terrains	197 181,51	0,00	197 181,51	197 181,51
Constructions	2 876 986,96	1 957 858,17	919 128,79	1 027 105,33
Installations techniques, matériels et outillage	1 257 434,40	682 085,80	575 348,60	372 342,69
Autres immobilisations corporelles	3 494 842,05	2 235 180,48	1 259 661,57	1 547 510,93
Immobilisations corporelles en cours	1 425 105,82	0,00	1 425 105,82	1 425 105,82
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	26 859,28	0,00	26 859,28	26 800,44
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	5 671,12	0,00	5 671,12	4 629,02
TOTAL I	9 366 204,48	4 949 663,93	4 416 540,55	4 610 625,78
Comptes de liaison (1)	1 804 461,04	0,00	1 804 461,04	1 826 295,64
TOTAL II	1 804 461,04		1 804 461,04	1 826 295,64
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	101 195,72	0,00	101 195,72	58 602,15
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	790 971,71	0,00	790 971,71	729 465,83
Autres créances	441 970,58	0,00	441 970,58	498 117,89
Valeurs mobilières de placement	1 150 000,00	0,00	1 150 000,00	0,00
Disponibilités	1 594 910,99	0,00	1 594 910,99	2 677 320,13
Charges constatées d'avance	15 753,04	0,00	15 753,04	10 215,18
TOTAL III	4 094 802,04	0,00	4 094 802,04	3 973 721,18
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations V	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart de conversion (actif) VI	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	15 265 467,56	4 949 663,93	10 315 803,63	10 410 642,60
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.			0,00	
(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :			0,00	
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.			0,00	

BILAN PROPRE D'UN ETABISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIV

PASSIF	Montant net 2024
FONDS PROPRES	
Fonds propres sans droit de reprise	59 219,87
Fonds propres avec droit de reprise :	0,00
Dons et legs	0,00
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	0,00
Réserves :	
Excédents affectés à l'investissement	659 641,15
Réserves de compensation des déficits	295 482,23
Réserves de compensation des charges d'amortissements	41 665,39
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	192 538,68
Autres réserves	0,00
Report à nouveau	84 309,93
Report à nouveau hors activités SMS	101 966,45
Report à nouveau des activités SMS non contrôlées	279 862,29
Report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlées	49 827,24
Dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	
Charges des activités SMS de prise en compte différée	-347 346,05
Résultats hors activités SMS	-4 971,29
Résultats des activités SMS sous gestion contrôlées (1)	8 754,11
SITUATION NETTE	1 336 640,07
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	584 558,39
Provisions réglementées :	
Couverture du besoin en fonds de roulement	647 072,38
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	294 091,67
Réserves des plus-values nettes d'actif	0,00
Immobilisations grevées de droit	352 980,71
	0,00
TOTAL I	2 568 270,84
Comptes de liaison	1 804 461,04
TOTAL II	1 804 461,04
Provisions pour risques	141 420,00
Autres provisions	25 747,23
Fonds dédiés ou reportés	1 762 110,58
TOTAL III	1 929 277,81
DETTES (3)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 421 486,75
Emprunts et dettes financières divers (3)	6 256,85
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0,00
Redevables créditeurs	52 759,36
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	225 468,21
Dettes sociales et fiscales	792 314,81
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 193,83
Autres dettes (5)	489 807,21
TOTAL IV	4 013 793,94
Ecart de conversion (passif)	0,00
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	10 315 803,63

(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.	
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :	
(5) Dont fonds des majeurs protégés :	

COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue :		
- prestations de services	0,00	0,00
- divers	26 553,59	27 503,11
Production stockée ou déstockage de production	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Dotations et produits de tarification	7 107 362,45	6 836 412,24
Subventions d'exploitations et participations	0,00	0,00
Reprises sur amortissements et provisions	74 730,00	82 500,00
Utilisation des fonds dédiés et de fonds reportés	45 208,31	34 790,54
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	99 599,16	75 878,64
TOTAL I	7 353 453,51	7 057 084,53
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières	0,00	0,00
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	10 044,40	2 550,12
Reprises sur provisions	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL II	10 044,40	2 550,12
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 325,22	35 747,97
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	36 890,38	27 859,80
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.	0,00	0,00
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif	0,00	0,00
- reprises sur autres provisions réglementées	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL III	38 215,60	63 607,77
TOTAL DES PRODUITS	7 401 713,51	7 123 242,42
RESULTAT DEBITEUR = Déficit		45 813,52
TOTAL GENERAL (I + II + III)	7 401 713,51	7 169 055,94

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achats de matières premières et fournitures	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achats d'autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achats non stockés de matières et fournitures	774 077,88	887 276,04
Services extérieurs et autres	962 870,31	1 050 174,27
- sur rémunérations	376 978,29	351 472,22
63110000 TAXE SUR SALAIRES	278 624,00	266 203,18
- autres	9 445,00	7 977,00
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	3 437 153,85	3 197 372,99
- charges sociales	1 366 054,08	1 241 867,90
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	341 716,70	344 350,10
- des charges d'exploitation à répartir	0,00	0,00
Dotations aux dépréciations et aux provisions :		
- sur actif circulant	0,00	0,00
- pour risques et charges d'exploitation	0,00	0,00
Reports en fonds dédiés	58 000,00	6 400,00
Autres charges	4 211,37	3 104,89
TOTAL I	7 330 507,48	7 089 995,41
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	65 253,19	69 670,85
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL II	65 253,19	69 670,85
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	540,00	
Exercice courant	60,00	332,32
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.	0,00	0,00
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif	0,00	0,00
- dotations aux autres provisions réglementées	616,02	8 850,36
Impôts sur les sociétés	954,00	207,00
TOTAL III	2 170,02	9 389,68
TOTAL DES CHARGES	7 397 930,69	7 169 055,94
RESULTAT CREDITEUR = Excédent	3 782,82	0,00
TOTAL GENERAL (I + II + III)	7 401 713,51	7 169 055,94

CENTRE BELLISSEN

Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le
31/12/2024

CENTRE BELLISSEN
317 rte de Montauban 82290 MONTBETON

Sommaire

1	<i>Objet et nature des activités réalisées</i>	4
2	Faits majeurs de l'exercice	5
2.1	Evénements principaux de l'exercice	5
2.2	Principes, règles et méthodes comptables	5
2.2.1	Méthode générale	5
2.2.2	Principe de la tarification	5
2.2.3	Immobilisations incorporelles et corporelles	6
2.2.4	Immobilisations financières	6
2.2.5	Créances	6
2.2.6	Fonds propres	6
2.2.7	Fonds dédiés	7
2.2.8	Emprunts	7
2.2.9	Provision pour congés payés	7
3	Informations relatives au bilan	8
3.1	Actif	8
3.1.1	Immobilisations incorporelles : principaux mouvements	8
3.1.2	Immobilisations corporelles : principaux mouvements	8
3.1.3	Immobilisations incorporelles et corporelles : amortissements	9
3.1.4	Immobilisations financières	10
3.1.5	Etat des créances	10
3.1.6	Produits à recevoir	11
3.1.7	Charges constatées d'avance	11
3.2	Passif	12
3.2.1	Fonds propres	12
3.2.2	Subventions d'investissement, composition, méthodes d'amortissement	13
3.2.3	Provisions réglementées	14
3.2.4	Provisions pour risques et charges	14
3.2.5	Fonds dédiés	15
3.2.6	Etat des dettes	15
3.2.7	Charges à payer	16
4	Informations relatives au compte de résultat	17
4.1	Ventilation des produits d'exploitation	17
4.2	Résultat par activité ou établissement	17
4.3	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs)	18
4.4	Ventilation de l'effectif au 31/12/2023	19
4.5	Rémunération des cadres dirigeants	19
4.6	Honoraires de commissariat aux comptes	19
4.7	Contributions volontaires en natures	20

5	Engagements hors bilan	21
5.1	Engagements donnés	21
5.1.1	Garanties par des sûretés réelles	21
5.2	Engagements reçus	22
5.2.1	Dettes garanties par des sûretés réelles	22

1 Objet et nature des activités réalisées

Le CENTRE BELLISSEN est une Association loi 1901 à but non lucratif qui a été déclarée à la préfecture du Tarn et Garonne le 24 septembre 1976.

L'objet social de notre entité est le suivant

- L'éducation, les soins, la formation, le logement, l'entretien des enfants et adultes inadaptés, soit en internat, soit en milieu ouvert, sans distinction d'origine, de religion ou de milieu social.
- Un soutien, une aide aux adultes issus du Centre ou d'un établissement similaire.
- La promotion et la réalisation de toute activité pouvant améliorer le sort moral ou matériel de l'enfance en général.
- La gestion et l'administration de l'ensemble du Centre Bellissen dans l'esprit du fondateur, le Marquis de Bellissen, qui prévoyait dès 1861 l'éducation des « filles pauvres » et à collaborer avec la congrégation des sœurs de Charité Dominicaines, présentation de la Sainte Vierge de tour, appelée dès l'origine à diriger l'établissement.

Les ressources de l'Association s'élevant à 7 233 515.20 € proviennent essentiellement du Conseil Départemental et de l'ARS.

2 Faits majeurs de l'exercice Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

Aucun événement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.2 Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux :

- Dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Règles définies dans l'instruction M22 concernant les comptes des établissements sous contrôle des tiers financeurs. L'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux.
- Principes comptables prévus par l'article R314-81 du Code de l'Action Sociale et des Familles pour les comptes administratifs des établissements sociaux et médico-sociaux.

Les comptes administratifs des établissements, établis selon les principes comptable cités ci-dessus sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables prévus pour les comptes associatifs.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

2.2.2 Principe de la tarification

Les comptes annuels sont établis en fonction des prix de journées fixés par les tutelles sur présentation de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses. Les résultats d'un exercice N pourront impacter la valorisation future de la tarification de l'exercice N+2.

2.2.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon le mode linéaire et en retenant les durées suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	3 et 5 ans
Constructions	linéaire	10 à 50 ans
Installations techniques,	linéaire	10 à 25 ans
Matériel et outillage industriels	linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	linéaire	5 et 7 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 7 ans

2.2.4 Immobilisations financières

Titres : Ils sont constitués par des participations au capital de certains organismes prêteurs.

Dépôts et cautions : Sont versés à titre de garantie ou de cautionnement.

2.2.5 Créances

Les créances sont évaluées pour les états de frais, en fonction des prix de journées, de forfaits, d'actes alloués par les autorités de tarification.

Les provisions sont constituées en fonction des litiges connus à la date de clôture et du risque d'irrecouvrabilité.

2.2.6 Fonds propres

Les résultats de l'Association font l'objet d'une affectation par l'Assemblée Générale, ceux-ci sont ensuite soumis à l'approbation des organismes de contrôle.

Le résultat de l'exercice est présenté en fonds propres et avant reprise du résultat N-2 pour les Etablissements soumis aux autorités de contrôle.

Les reports à nouveau correspondent à des résultats pour lesquels la reprise s'effectue au cours des exercices suivants.

Les subventions d'investissement sur des biens renouvelables par l'Association ne faisant pas l'objet d'un amortissement ont été reclassées lors de la clôture des comptes 2020 en report à nouveau pour la partie de la subvention déjà amortie et en subventions d'investissement pour la partie de la subvention restant à amortir conformément compte tenu de l'application du règlement ANC n°2018-06.

Les subventions d'investissement (exemple : Taxe d'Apprentissage) font l'objet d'une quote-part de subvention virée au compte de résultat chaque année au prorata du financement. Elles sont amorties au même rythme que les amortissements des biens financés.

2.2.7 Fonds dédiés

Cette disposition du plan Comptable Associatif permet, par l'utilisation des fonds dédiés, la comptabilisation, à la clôture de l'exercice, de la partie des ressources affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu être encore utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Il s'agit de subventions comptabilisées en produit durant l'exercice et qui n'ont pas été totalement utilisées.

Les fonds dédiés à l'investissement sont constitués lorsqu'un établissement ou service social ou médico-social perçoit de l'autorité de tarification une allocation anticipée (sous forme de dotations budgétaire supplémentaires versées en amont du programme d'investissement), destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

2.2.8 Emprunts

Les emprunts contractés auprès des établissements de crédit sont destinés à financer des investissements. Les intérêts courus sur ces emprunts à la clôture de l'exercice ont été comptabilisés.

2.2.9 Provision pour congés payés

En application du 3° de l'article R.314-45 du CASF, ces dépenses sont enregistrées en totalité par les établissements et services privés sociaux et médico-sociaux concernés et font l'objet d'une affectation, à la demande du financeur, après clôture de l'exercice dans un sous-compte 115922 « Dépenses pour congés payés » pour le montant non financé.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Immobilisations incorporelles : principaux mouvements

Les investissements réalisés au cours de l'exercice représentent les renouvellements des licences informatiques : 3378 €.

Les sorties d'immobilisation concernent les anciennes licences informatiques pour un montant de 4 901 €.

3.1.2 Immobilisations corporelles : principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont représentés par :

- Matériels et outillages : 40 681 €
- Installations et agencements : Renovations : 16 059 €
- Matériel de transport : 3 véhicules : 61 686 €
- Matériel de bureau et informatique : 9 328 €
- Mobilier : 16 014 €

Les sorties d'immobilisations concernent deux véhicules, du matériel et de l'outillage et du matériel de bureau pour un montant de 49 005 €.

3.1.3 Immobilisations incorporelles et corporelles : amortissements

IMMOBILISATIONS	Amort.Cumulés Au Début Exercice	Augmentation	Diminution	Amortissement Cumulés à Fin d'Exercice
FRAIS ETABLISSEMENT TOTAL I				
AUTRES IMMOBILISAT. INCORPOR. TOTAL II	73 696	5 744	4 901	74 539
TERRAINS				
213 CONSTR./SOL PROPRE	1 100 461	76 076		1 176 537
214 CONSTR./SOL AUTRUI	749 421	31 901		781 322
21510 INST.GENERALES : AGENC.DES CONSTRUCT..	68 152	4 389		72 541
2154 INST.TECHN. : MAT. ET OUTILLAGE INDUSTR.	570 267	55 745	16 467	609 545
2181 INST.GEN.AMENAG.	1 207 213	120 125	0	1 327 338
2182 MATERIEL TRANSPORT	285 185	17 462	31 494	271 153
2183 MAT.BUREAU & INFORM.	60 455	20 187	428	80 215
2184 MOBILIER	323 929	9 866	0	333 795
IMMOB.TAXE APPRENT.	222 459	221	0	222 680
IMMOBIL.CORP.EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTE				
TOTAL III	4 587 541	335 973	48 390	4 875 124
TOTAL (I + II + III)	4 661 238	341 717	53 291	4 949 664

3.1.4 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisées de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	26 859
Prêts	
Total	26 859

3.1.5 Etat des créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres (Dépôts et cautionnements versés)	5 671		5 671
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	790 972	790 972	
Avances et acomptes versés sur commandes	78 705	78 705	
Autres créances	23 324	23 324	
Autres produits à recevoir	16 466	16 466	
Créances / Etat (2)	423 645	400 326	23 319
Charges constatées d'avance	15 753	15 753	
Total	1 354 536	1 325 546	28 990
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(2) Subvention d'investissement du conseil Général versée annuellement par vingtièmes à compter de la date de réalisation de l'emprunt relatif au Foyer d'Accueil Médicalisé. 23 319 €

Subvention d'investissement CNSA à l'Issue de la construction de l'internat IME. 87 600 €

TVA relative à l'opération de construction de l'internat IME . 252 540 €

3.1.6 Produits à recevoir

Libellé	Montant en euros
Clients factures à établir	5 917
Avoir à recevoir (1)	22 333
Subventions d'investissements à recevoir	110 919
Divers produits à recevoir (1)	16 466
Total	155 635

(1)

- Avoir à recevoir : bouclier tarifaire Engie : 22 333€,
- remboursements de frais de formation : 9 045 €,
- Remboursements de frais d'hébergement et transport : 7 421 €,

3.1.7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 15 753 €, dont :

- Assurances : 1 703 €
- Contrats entretien : 5 802 €
- Contrat de location : 1 333 €
- Abonnements : 6 915 €

3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

3.2.1.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Transferts	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	59 220	-	-	-	-	59 220
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-
Réserves	1 173 414	-	15 914	-	-	1 189 327
Dont réserve des activités SMS sous gestion contrôlée	1 173 414	-	15 914	-	-	1 189 327
Report à nouveau	146 037	-	146 037	-	84 310	84 310
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	- 228 159	-	228 159	-	297 519	- 297 519
Excédent ou déficit de l'exercice	- 45 814	-	-	45 814	- 3 782	3 782
Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	- 53 446	-	-	53 446	- 8 754	8 754
Situation nette	1 332 857	-	- 130 123	45 814	- 88 092	1 336 639
Subvention d'investissement	567 169	-	-	44 980	27 590	584 558
Provision réglementées	647 072	-	-	-	-	647 072
Total	2 547 098	-	- 130 123	90 794	- 60 502	2 568 270

Accueil de Jour : Le déficit de 2023 de 19 823€ est en attente d'affectation.

Foyer Occupationnel : L'excédent de 2023 de 28 801 € est en attente d'affectation.

IME : En application de la décision de l'Agence Régionale de Santé L'excédent 2022 de 11 478 € est affecté en réserve de compensation des déficits. Le déficit de 2023 de 30 624€ est en attente d'affectation.

SESSAD : En application de la décision de l'Agence Régionale de Santé, l'excédent 2022 pour 4 436 € a été affecté en réserve de compensation des déficits. L'excédent 2023 de 61 196 € est en attente d'affectation.

FAM : L'excédent 2022 de 19 240 € est affecté en mesures d'exploitation CPOM 2024. Le déficit 2023 de 68 961 € est en attente d'affectation.

3.2.2 Subventions d'investissement, composition, méthodes d'amortissement

Date	Organisme	Bien Subventionnés	Montant	Amortissement	
				Mode	Durée
2008	DASS	Construction Foyer d'accueil Médicalisé	362 760	Linéaire	25 ans
2008	Conseil Départemental	Construction Foyer d'accueil Médicalisé	90 690	Linéaire	25 ans
2001 à 2022	Chambre de Commerce et d'Industrie	Matériel pédagogique et éducatif	255 503	Linéaire	5 à 10 ans
2018	CNSA	Construction internat IME	292 000	Linéaire	25 ans
2019	OETH	Adaptation poste de travail	6 939	Linéaire	5 ans
2020	GROUPAMA	Matériel de communication non verbale	2 000	Linéaire	5 ans
2024	APEI ADAR	ESMS NUMERIQUE	44 980	Linéaire	3 à 5 ans

3.2.3 Provisions réglementées

Situations et mouvements	A	B	C	D	E
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Transferts	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Réserve de trésorerie	294 092				294 092
Réserve des plus-values nettes d'actif	352 981				352 981
Renouvellement des immobilisations					-
Total	647 072	-	-	-	647 072

3.2.4 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provision pour litiges				
Provision pour Charges	25 747			25 747
Provision pour indemnité de départ en retraite	216 150		74 730	141 420
Total	241 897		74 730	167 167

La convention collective appliquée par l'Association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté du personnel.

L'indemnité de départ à la retraite a été calculée de façon individuelle en fonction de l'ancienneté à la date de départ, et tient compte des éléments suivants :

- Salaire de base auquel est appliqué un taux de revalorisation (1,50%),
- Application de l'indemnité conventionnelle, plus avantageuse que l'indemnité légale dans l'hypothèse de départ à l'initiative du salarié,
- Taux de rotation de l'effectif (rotation faible),
- Table de mortalité,
- Taux d'actualisation de 3,42 % (taux Iboxx en vigueur à la date de clôture),
- Rapport entre ancienneté acquise et ancienneté prévue,
- Âge de départ à la retraite : 67 ans,
- Conditions de départ : retraite à l'initiative du salarié, soumis à cotisations sociales au taux moyen constaté de 51.5 %.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élèverait à 555 657 € au 31/12/2024. Ces droits sont partiellement comptabilisés en provision pour risques et charges à hauteur de 141 420 €.

Cette partielle comptabilisation de l'engagement pour indemnité de départ en retraite est destinée à satisfaire aux exigences des financeurs. Le solde du 414 237 € est à comptabiliser au plus tôt, compte tenu de la réglementation comptable en vigueur selon laquelle l'ensemble des droits acquis doit être constaté dans les comptes.

3.2.5 Fonds dédiés

Situations et mouvements	A	B	C	D	E
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Transferts	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	1 708 966		58 000	38 808	1 728 157
Fonds dédiés à l'exploitation	40 353			6 400	33 953
Total	1 749 319	-	58 000	45 208	1 762 111

3.2.6 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			de 1 à 5 ans	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	2 421 487	174 940	745 561	1 500 985
Emprunts et dettes financières divers	6 257	6 257		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	225 468	225 468		
Dettes fiscales et sociales	789 885	789 885		
Clients créditeurs	52 759	52 759		
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	14 194	14 194		
Autres dettes	488 782	420 686	68 096	
Produits constatés d'avance	11 507	11 507		
Total	4 010 339	1 695 696	813 658	1 500 985
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	170 632			

3.2.7 Charges à payer

Libellé	Montant en euros
Interêts courus sur emprunts	6 257
Fournisseurs factures non parvenues	88 771
Provision pour congés payés	358 991
Provision autres charges personnel	-
Charges sociales sur provision congés payés	144 889
Charges sociales sur provision autres	-
Charges fiscales sur provision congés payés	40 063
Charges fiscales sur provision autres	-
Total	638 971



4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation	
Ressources propres (cotisations, prestations de service ...)	126 153
Dons et legs	0
Dotation globale	3 884 254
Produits de la tarification	3 223 109
Total	7 233 515

4.2 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre	4 971	
Retraitements	-	-
Gestion sous contrôle de tiers financeur		
- activité ou établissement IME	74 632	
- activité ou établissement SESSD		142
- activité ou établissement FAM	63 137	
- activité ou établissement Foyer		200 456
- activité ou établissement A. J.	54 075	
Résultat de l'exercice	196 816	200 598
Résultat comptable Association		3 782

4.3 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs)

Etablissement IME sous contrôle de tiers financeur :

Résultat comptable	- 74 632
Reprise résultat N-2	
Réserve de compensation	21 935
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	33 467
Résultat comptes administratifs	- 19 229

Etablissement SESSD sous contrôle de tiers financeur :

Résultat comptable	142
Reprise de résultat N-2	
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	21
Résultat comptes administratifs	162

Etablissement FOYER OCCUPATIONNEL sous contrôle de tiers financeur :

Résultat comptable	200 457
Reprise de résultat N-2	
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	6 911
Résultat comptes administratifs	207 368

Etablissement FAM sous contrôle de tiers financeur :

Résultat comptable	-	63 137
Reprise de résultat N-2		19 240
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		5 039
Reserve de compensation		20 161
Résultat comptes administratifs	-	18 697

Etablissement Accueil de Jour sous contrôle de tiers financeur :

Résultat comptable	-	54 075
Reprise Résultat N-2		2 939
Reprise Réserve de compensation		
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		1 422
Résultat comptes administratifs	-	49 715

4.4 Ventilation de l'effectif au 31/12/2024

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8.95	
Non cadres	100.06	1.00
Total	109.01	1.00

4.5 Rémunération des cadres dirigeants

Les rémunérations brutes allouées aux cadres dirigeants au titre de 2024 s'élèvent à 144 551 €.

4.6 Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes facturés sur l'exercice clos au 31 décembre 2024 s'élèvent à 6 270 €.

4.7 Contributions volontaires en natures

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été évaluées car elles ne sont pas significatives.

5 Engagements hors bilan

5.1 Engagements donnés

5.1.1 Garanties par des sûretés réelles

Type	Bien donné en garantie	Emprunt initial	Montant de la dette au 31/12/2024
Hypothèque	construction Foyer d'Accueil Médicalisé	Crédit Coopératif 90 600 €	34 716 €

De plus, et toujours en garantie des emprunts souscrits :

- En 2010 pour le financement de la construction du Foyer d'Accueil Médicalisé :
 - Nantissement de titres du Crédit Coopératif pour 2 500 €,
 - Souscription auprès du fonds de garantie d'une mutuelle des organisations du secteur sanitaire et social pour 1 812 €.
- En 2011 pour le financement des travaux d'aménagements liés à l'accessibilité des personnes handicapées de l'IME :
 - Souscription au capital du Crédit Coopératif pour 564 €,
 - Souscription auprès du fonds de garantie d'une mutuelle des organisations du secteur sanitaire et social pour 1 686 €.
- En 2016 pour le financement des travaux d'aménagements liés aux mises aux normes de sécurité au Foyer :
 - Souscription auprès du fonds de garantie d'une mutuelle des organisations du secteur sanitaire et social pour 7 000 €.
- En 2017 pour le financement des travaux de construction de l'internat IME et de la chaufferie principale :
 - Souscription auprès du fonds de garantie SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF pour 17 767 €.
- En 2019 pour le financement des travaux de rénovation des chambres Foyer.
 - Souscription auprès du fonds de garantie SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF pour 2 250 €.

5.2 Engagements reçus

5.2.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Cautions du Conseil départemental 82 reçues afin de garantir les emprunts destinés à financer les investissements suivants :

- Construction du Foyer d'Accueil Médicalisé : emprunt CDC 1 210 636 € - capital restant dû à la clôture de l'exercice 699 559 €.

